

Comment nourrir la planète sans la détruire

La commission scientifique EAT-« Lancet » réaffirme l'urgence de transformer les façons de s'alimenter

Comment nourrir sainement près de 10 milliards d'individus d'ici à 2050, tout en préservant les ressources planétaires? C'est pour répondre à cette question majeure que s'est formée, il y a plusieurs années, la commission EAT-Lancet, une équipe scientifique pluridisciplinaire fondée par la plateforme de recherche EAT et la revue médicale britannique *The Lancet*. Six ans après ses premiers travaux sur le « régime de santé planétaire », la quarantaine de commissaires, issus de nombreuses disciplines (sciences climatiques, nutrition, économie, agronomie, épidémiologie...) et de tous les continents, publie une nouvelle étude d'ampleur, vendredi 3 octobre, qui réaffirme l'urgence de transformer les modes de production et nos façons de nous alimenter.

Cette « évaluation scientifique de pointe », selon Johan Rockström, directeur de l'Institut de Potsdam pour la recherche sur les effets du climat et coprésident de la commission, établit que les systèmes alimentaires – qui désignent l'ensemble des maillons de la chaîne de production, transformation et distribution – sont un des catalyseurs d'une partie des défis du siècle: la catastrophe climatique, la chute de la biodiversité, l'explosion des maladies chroniques et celle des inégalités sociales. Ces systèmes, qui ont été bâtis au XX^e siècle sur la promesse de nourrir toute la population mondiale, montrent aujourd'hui leurs failles: malgré une production calorique suffisante, un tiers de la population mondiale est en insécurité alimentaire, tandis que l'obésité et le surpoids progressent partout, touchant plus de 40 % des adultes.

La précédente étude EAT-Lancet, en 2019, avait démontré les bénéfices pour la santé et la planète d'un régime équilibré fortement végétalisé, réduisant la part des protéines animales (pas plus d'une portion de viande rouge par semaine, et deux portions de viande blanche), baissant fortement le sucre, le sel et les graisses saturées, tout en augmentant les portions de fruits, légumes, légumineuses et fruits à coques.

Pour les experts de la commission, la pertinence de ce régime a été renforcée depuis 2019. « Nous avons désormais un corpus massif d'études démontrant les bénéfices à changer notre alimentation », sou-



Dans un magasin d'alimentation du quartier commerçant d'Eminonu, à Istanbul, le 26 septembre. FRANCISCO SECO/AP

ligne Walter Willett, professeur d'épidémiologie et de nutrition à l'université Harvard (Etats-Unis). Si le « régime de santé planétaire » était adopté par l'ensemble de la population mondiale, 15 millions de décès prématurés pourraient être évités chaque année, estime la nouvelle étude, soit une baisse de 27 % de ces morts prématurées.

« Pas un régime de privation »

Les experts d'EAT-Lancet insistent: il ne s'agit pas de dicter le contenu des assiettes, comme certaines critiques ont pu leur reprocher en 2019, mais d'établir des recommandations qui s'accordent avec une diversité de traditions culinaires. « Le régime de santé planétaire est très cohérent avec le régime méditerranéen et de nombreux régimes traditionnels, fait valoir Walter Willett. Ce n'est pas un régime de privation, c'est un régime qui peut être délicieux et donner envie. » Malgré ce message positif, les auteurs s'attendent à un flot d'attaques en ligne, plusieurs recherches ayant montré que des influenceurs proches du secteur de la viande ont ciblé l'étude ini-

tiale EAT-Lancet, notamment son message contre la surconsommation de viande, et se préparent à contrer ces nouveaux travaux.

Mais les changements dans l'assiette ne suffiront pas et une transformation des modes de production vers des pratiques plus résilientes, notamment l'agroécologie, sont nécessaires. « La transformation que nous appelons doit aller au-delà de la production d'un nombre suffisant de calories et garantir les droits à l'alimentation, à un travail équitable et à un environnement sain », observe Shakuntala Thilsted, directrice de la nutrition au CGIAR, un consortium de recherche agricole internationale.

Outre la quarantaine de commissaires, une centaine de chercheurs et 13 équipes de modélisateurs ont été impliqués dans ces travaux. L'étude conclut que les systèmes alimentaires sont le principal facteur de dépassement de cinq des neuf « limites planétaires », un concept – critiqué par certains scientifiques – désignant des zones de sécurité permettant de maintenir des conditions de

Dans le monde, les 30% les plus riches sont à l'origine de plus de 70% des impacts sur l'environnement liés à l'alimentation

vie favorables sur Terre: la biodiversité, le changement d'occupation des sols, le cycle de l'eau douce, la pollution par les nutriments et la dissémination de pesticides et de microplastiques. Ils jouent également un rôle majeur dans la crise climatique, avec un tiers des émissions de gaz à effet de serre liées à la production et à la consommation alimentaires.

Transformer les systèmes alimentaires a un coût annuel, que les auteurs estiment entre 200 milliards et 500 milliards de dollars (de 170 milliards à 426 mil-

liards d'euros), mais le retour sur investissement serait décuplé, ont-ils calculé, rapportant 5 000 milliards de dollars par an, grâce à des économies en matière de santé publique, de régénération des écosystèmes et d'adaptation au changement climatique.

Au-delà de ces chiffres, l'apport de cette nouvelle étude EAT-Lancet est de placer les enjeux sociaux et les droits humains au cœur de toute transition. Les auteurs ont estimé que dans le monde les 30 % de personnes les plus riches sont à l'origine de plus de 70 % des impacts environnementaux liés à l'alimentation. « La moitié de la population dans le monde – 3,7 milliards d'individus – n'a pas accès à une alimentation saine ni à un environnement sain », avertit Christina Hicks, professeure d'écologie politique à l'université de Lancaster (Royaume-Uni).

L'accessibilité économique et physique à une alimentation saine est au centre des propositions, notamment par le biais de la fixation des prix ou des politiques de redistribution sociale. De même, les

experts placent l'amélioration des conditions de travail dans l'ensemble des secteurs agroalimentaires comme condition indispensable à toute transformation. Une attention est portée aux effets de bord des solutions proposées: si le régime de santé planétaire était suivi, le secteur de l'élevage de ruminants pourrait être amené à se contracter de 33 %, tandis que les filières de fruits, légumes et noix devraient se renforcer de 63 %. Une évolution qui nécessitera un accompagnement et ne peut s'opérer de façon brutale.

Propositions « un peu naïves »

Pour Raj Patel, économiste à l'université du Texas et membre du panel d'experts sur les systèmes alimentaires durables IPES-Food, qui n'a pas participé aux travaux de la commission, « nous avons maintenant une base scientifique robuste prouvant que les systèmes alimentaires sont le premier facteur de pressions environnementales, qu'ils enrichissent certains au détriment d'autres. Cela rend irréfutable la nécessité et la possibilité d'une transition ».

Les auteurs espèrent ainsi porter leurs travaux au centre des discussions de la Conférence des parties sur le climat (COP30) qui se tiendra en novembre au Brésil. Pour Johan Rockström, la présidence brésilienne pourrait y être ouverte, « parce qu'elle porte une vision forte sur deux aspects: mettre la science au centre des débats et intégrer la nature comme partie des solutions ». Mais les experts restent prudents: historiquement, l'agriculture et l'alimentation ne sont intégrées qu'à la marge des négociations climatiques, et le Brésil, s'il affiche de réels progrès dans la lutte contre la faim, est aussi un acteur puissant de l'agronégoce.

C'est sur le terrain politique que le rapport EAT-Lancet affiche quelques faiblesses. « Les propositions politiques sont peut-être un peu naïves », note Raj Patel. Il ne suffit pas de prouver scientifiquement que certaines transformations amèneront des bénéfices pour que les responsables s'en emparent. Pour l'économiste, il faut s'attaquer plus frontalement aux concentrations de pouvoir dans les filières, à l'origine de nombreux verrous au changement. Il espère que la prochaine édition du rapport EAT-Lancet étudiera davantage cet enjeu. ■

MATHILDE GÉRARD

Léon XIV appelle à une « conversion écologique » en faveur du climat

S'inscrivant dans l'héritage de François, le pape a invité à « mettre la pression sur les gouvernements », à un mois de la COP30 au Brésil

On qualifiait François de pape « écolo ». Son successeur, Léon XIV, semble vouloir s'inscrire dans son chemin. Lors de son premier grand discours sur le climat, mercredi 1^{er} octobre, le souverain pontife a renouvelé le vœu du Vatican d'être en première ligne du combat contre la crise climatique. Sur une estrade cerclée de plantes, il a appelé à « passer des discours à une conversion écologique » et à « mettre la pression sur les gouvernements », à un mois de la conférence mondiale sur le climat (COP30) de Belem au Brésil. Puis, il a béni un morceau de glace détaché de la calotte du Groenland.

Léon XIV s'exprimait lors d'une conférence de trois jours sur le climat, à Castel Gandolfo, près de Rome, à l'occasion du dixième anniversaire de l'encyclique *Laudato si'*, un appel à protéger l'environnement publié par François en 2015. Le chef spirituel des

1,4 milliard de catholiques a pris la parole devant un millier de responsables religieux, militants du climat et personnalités, dont l'acteur et ex-gouverneur républicain de Californie Arnold Schwarzenegger, ou la ministre de l'environnement brésilienne, Marina Silva.

« Il n'y a pas de place pour l'indifférence ou la résignation », a assuré Léon XIV. Dix ans après *Laudato si'* et l'accord de Paris, alors que le climat est relégué au second plan par les guerres et les conflits économiques, le pape s'est interrogé sur la manière d'éviter que la « sauvegarde de la maison commune », chère à François, ne soit considérée comme une « simple mode passagère » ou, pire, un « sujet de division ». Pour y parvenir, il a espéré que la COP30 – pour laquelle il n'a pas confirmé sa présence – « écouterait le cri de la Terre et le cri des pauvres ». Et il a appelé les citoyens à agir à trois niveaux, personnel, associatif et politique.

« Léon XIV s'inscrit dans l'héritage de François sur l'écologie. Si les styles sont différents, sa détermination est claire », se félicite Laura Morosini, la directrice Europe du Mouvement *Laudato si'*, créé en 2015 pour mobiliser les catholiques autour de l'écologie. C'est ce réseau de diocèses et d'associations qui organise la conférence à Castel Gandolfo, en collaboration avec le Vatican.

Contre le climatocépticisme

Laura Morosini se réjouit que le pape endosse non seulement *Laudato si'*, mais également l'exhortation apostolique *Laudate Deum*, un texte très politique sur l'écologie publié par François en 2023. Alors que le climatocépticisme gagne du terrain, notamment depuis le retour de Donald Trump au pouvoir aux Etats-Unis, Léon XIV en a repris quelques passages engagés, épinglant ceux qui « tourmentent en dérision les signes de

plus en plus évidents du changement climatique ».

Pour autant, à s'inscrire aussi nettement dans les pas de François, Léon XIV ne peut échapper à la comparaison avec son prédécesseur, sur le style et sur le fond. Dans *Laudato si'* et plus encore dans *Laudate Deum*, l'Argentin s'en prenait à l'inaction des responsables politiques ou à l'égoïsme des Etats. Il dénonçait le primat du profit sur le bien commun et la logique de croissance illimitée, allant jusqu'à prôner « une décroissance dans certaines parties du monde ». Les textes et discours prononcés par Léon depuis son élection, en mai, ont une dimension plus spirituelle et moins politique. « On voit qu'il essaie d'être un pape du juste milieu, qui cherche à faire tenir ensemble des exigences contradictoires et à défendre une approche modérée, moins radicale », souligne François Mabile, auteur de *Le Vatican*.

La papauté face à un monde en crise (Editions Eyrolles, 216 pages, 20 euros). Son message ne consiste pas à « nier l'impact social de cette spiritualité », nuance le chercheur, mais à éviter toute politisation excessive et, dans le cas présent, « à ne pas faire de la nature une religiosité parallèle ». « Il a aussi une vision très juridique, qui ambitionne de traduire les engagements en normes et en institutions », poursuit François Mabile.

Le pape se prête à un « exercice d'équilibriste », estime Martin Kopp, coordinateur pour la France de l'ONG environnementale interconfessionnelle GreenFaith. Il cherche à maintenir la voix forte de François tout en tentant d'emmener le monde catholique de la manière la plus unitaire possible. Si son discours peut paraître « moins fort », c'est qu'il tente d'« arrondir les angles » et de « ne pas brusquer les catholiques de droite », poursuit ce théologien

protestant et chercheur associé à l'université de Strasbourg. Durant l'été, Léon XIV a approuvé un plan pour passer à 100 % d'électricité solaire au Vatican, qui vise la neutralité carbone en 2050. En septembre, il a inauguré dans les jardins de Castel Gandolfo la résidence papale d'été, un centre consacré à l'écologie intégrale, qui se veut exemplaire sur les consommations énergétiques et alimentaires et la gestion de l'eau.

A l'issue des trois jours de colloque, vendredi, les participants devaient lancer un appel à intensifier la mobilisation pour le climat, qui sera présenté à la COP30. « On attend notamment de l'Europe, qui n'a toujours pas présenté son plan climat pour la COP, d'être à la hauteur », indique Laura Morosini. Léon XIV a mis en garde: « Dieu nous demandera des comptes de ce qu'on a fait pour la création. » ■

AUDREY GARRIC ET BENOÎT VITKINE